

Saint-Pierre, le 18 Janvier 2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

Des élus majoritaires du Conseil Territorial

Le 15 décembre dernier, Stéphane ARTANO, Président du Conseil Territorial, recevait de Madame le Ministre des Outre-Mer, le rapport du conseiller d'Etat, Laurent OLLEON sur une possible évolution institutionnelle du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Très réservés, les élus de la majorité considèrent le rapport OLLEON comme un modèle du genre : partial, incomplet, tronqué et principalement orienté vers une seule solution, la collectivité unique.

Les élus de la majorité territoriale estiment que le rédacteur du rapport n'a pas hésité à le survendre politique pour masquer la réalité. Il reste et demeure erroné, les personnes évincées de ces auditions ont été trop nombreuses pour avancer qu'un large consensus se dégageait. Il n'en est rien.

Le couperet n'aura pas tardé à tomber, la Mairie de Miquelon vient d'indiquer aux Parlementaires que les démarches entamées par la moitié du Conseil des élus qu'elle refusait, la collectivité unique. Comme nous le présentions, les retours de la population sont extrêmement défavorables.

D'ailleurs, la première force syndicale de l'Archipel, Force Ouvrière, a officiellement rejeté les préconisations du mari de la ministre de la Culture.

Lundi, les élus majoritaires du conseil territorial ont solennellement demandé à Madame la Ministre des Outre-Mer de tirer les enseignements de ce fiasco politique en ne donnant pas suite favorable au rapport OLLEON, et dans la mesure où Miquelon s'oppose à la disparition de sa commune, il serait irrespectueux de provoquer une consultation populaire.

Si certains ajustements peuvent être envisagés, mais ils ne revêtent aucune urgence, les partis politiques locaux empressés de s'emparer du thème de la collectivité unique auront tout loisir de le proposer en mars 2017.

Nous, nous continuons de bâtir l'archipel de demain avec la population.